



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°200 03 JUIN 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

CRISE COVID-19 : POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE CONJOINTE G20/CLUB DE PARIS SUR LA SUSPENSION DU SERVICE DE LA DETTE

LA BANQUE MONDIALE LANCE LE PRIX WURI POUR FACILITER L'INCLUSION DU SECTEUR INFORMEL DANS LES SYSTEMES DE PROTECTION SOCIALE

9EME REUNION DU COMITE DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DE L'UEMOA

SIERRA LEONE : ADOPTION DE MESURES SUPPLEMENTAIRES POUR LUTTER CONTRE LE COMMERCE ILLICITE DE DEVICES

ETHIOPIE : PUBLICATION D'UNE ENQUETE DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LE SECTEUR PRIVE

KENYA : PROJETS DE CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BARRAGES POUR PLUS D'1 Md USD

RWANDA : LE RWANDA DEPOSE SA DEUXIEME CONTRIBUTION NATIONALE A L'ACCORD DE PARIS AUPRES DE LA CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LE CLIMAT

GUINEE EQUATORIALE : MISE EN PLACE DU SYSTEME DOUANIER SYDONIA-WORLD

MAURITANIE : AUGMENTATION DES REDEVANCES POUR LES NAVIRES ETRANGERS DE PECHE EN SURFACE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Crise COVID-19 : point sur la mise en œuvre de l'initiative conjointe G20/Club de Paris sur la suspension du service de la dette

Afin de contribuer à la lutte contre la pandémie de COVID-19, le G20 et le Club de Paris ont décidé conjointement d'une initiative de suspension du service de la dette (ISSD) en faveur des pays les plus pauvres et les plus vulnérables pour la période du 1er mai 2020 jusqu'à la fin de l'année. Cette initiative multilatérale a été conçue pour permettre aux pays qui en feront la demande de bénéficier de marges de manœuvre budgétaires pour mettre en place des mesures d'urgence sanitaire et sociale face à cette pandémie. Les pays éligibles sont l'Angola et les pays éligibles aux ressources de l'AID (Association internationale de développement), soit 41 pays d'Afrique subsaharienne. Les pays bénéficiaires devront assurer une totale transparence sur leur dette publique, s'engager à utiliser les ressources ainsi dégagées pour répondre à la crise et assurer une saine gestion de leurs finances publiques. A ce jour, 35 pays ont fait une demande à leurs créanciers officiels. S'agissant du Club de Paris, l'initiative est déjà mise en œuvre avec 8 pays et 22 autres pays en ont fait la demande, la majorité en Afrique subsaharienne (4 accords signés et 12 demandes). Cette initiative accompagne un effort sans précédent des institutions financières internationales dont le FMI et la Banque mondiale qui, depuis le début de la crise, ont octroyés plus de 10 Mds USD de facilités aux pays les plus vulnérables d'Afrique subsaharienne sous forme de prêts ou de dons.

✉ ParisClub-Secretariat@dgtresor.gouv.fr

▼ L'indice d'intégration régionale en Afrique 2019 publié

Publié conjointement par l'UA, la BAfD et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, l'IIRA 2019 évalue l'état de l'intégration régionale et les efforts déployés par les pays qui sont membres des 8 communautés économiques régionales reconnues par l'UA. Le continent africain est globalement peu intégré, avec un score moyen de 0,327. Les dimensions les plus faibles sont l'intégration productive (0,201) et les infrastructures (0,22). A l'inverse, en moyenne, les dimensions les plus fortes sont l'intégration macroéconomique (0,399). L'indice d'intégration commerciale (0,383) est tiré vers le bas par les niveaux moyens de droits à l'importation et de barrières non tarifaires, qui sont encore parmi les plus élevés au monde.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ 170 M USD pour renforcer la résilience et les moyens de subsistance dans les 4 pays frontaliers du lac Tchad

La Banque mondiale a approuvé une opération de 170 M USD destinée à financer le renforcement de la résilience et des moyens de subsistance au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Tchad. Le Projet pour la relance et le développement de la région du lac Tchad (PROLAC) devrait appuyer les plateformes de coordination nationale et régionale, restaurer la mobilité rurale durable et consolider la reprise des activités agricoles rémunératrices. Le projet soutiendra la remise en état des routes rurales et des petites infrastructures de transport ainsi que des investissements productifs pour augmenter la productivité et développer l'agriculture, notamment dans les oasis du Niger.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La Banque mondiale lance le prix WURI pour faciliter l'inclusion du secteur informel dans les systèmes de protection sociale**

La Banque mondiale a lancé le prix WURI "Mission Billion Challenge", qui vise à faire émerger des solutions innovantes pour faciliter l'accès des travailleurs informels aux systèmes de protection sociale en Afrique de l'Ouest. Le Challenge offre plusieurs récompenses d'un montant total de 150 000 USD aux solutions les plus prometteuses. Pour rappel, le programme WURI (de l'anglais "West Africa Unique Identification for Regional Integration and Inclusion") vise à augmenter le nombre de personnes dans la région qui disposent d'une preuve d'identité unique reconnue par le gouvernement et qui facilite leur accès aux services sociaux.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **376 M USD de la Banque mondiale pour un projet d'autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest**

La Banque mondiale (BM) a approuvé un financement d'un montant de 376 M USD destiné au Projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD). Le SWEDD est une initiative régionale mise en œuvre depuis 2015 au Niger, au Burkina Faso, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Mauritanie. Ce nouveau soutien porte l'investissement total de la BM en faveur du SWEDD à 680 M USD, auxquels s'ajoutent 10 M EUR investis par l'AFD. La phase 2 du projet permettra d'étendre les activités au Cameroun et à la Guinée. L'un des volets importants est l'accent mis sur le renforcement des cadres juridiques qui soutiennent les droits des femmes à la santé et à l'éducation.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Réunion des Ministres de l'UEMOA chargés des transports sur l'évaluation de l'impact du COVID-19**

Les ministres chargés des transports de l'UEMOA se sont réunis le 28 mai afin d'examiner la situation du secteur dans le contexte de COVID-19. Celui-ci est fortement impacté par la pandémie, avec une baisse générale de l'activité ayant pour conséquence le chômage, la réduction des salaires et l'augmentation du coût du transport. Les ministres ont formulé plusieurs recommandations : assurer une concertation régionale préalable à la réouverture des frontières terrestres, aériennes et maritimes ; procéder au contrôle sanitaire sur la COVID-19 au départ et à l'arrivée des voyageurs qui devraient disposer d'un document qui atteste leur état ; apporter un soutien financier au secteur du transport.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **9^{ème} réunion du Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'UEMOA**

La 9^{ème} réunion des ministres chargés de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche des États membres de l'UEMOA s'est tenue le 19 mai. Selon les statistiques communiquées, le niveau des récoltes est globalement en hausse avec une production totale de 30,6 Mt de céréales et 26 Mt de tubercules. La production halieutique se situe à 880 Kt et couvre 53% des besoins minimums en poisson. Cependant, 6,5 M de personnes pourraient être en situation de vulnérabilité alimentaire au cours de la période de soudure, dont plus de 336 680 en situation d'urgence. Les ministres ont souligné le péril acridien qui menace par ailleurs la campagne agricole 2020-2021.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Proparco et Cofina signent un accord de prêt pour faciliter l'accès au crédit des TPE et PME ivoiriennes et sénégalaises**

Le 27 mai, Proparco (groupe AFD) a signé un accord de prêt de 10 M EUR avec le groupe Cofina pour faciliter l'accès au crédit des TPE et PME au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ce montant devrait permettre de financer au moins 1000 entrepreneurs dans chacun de ces pays. Pour rappel, Cofina est un groupe de mésofinance lancé en 2014 et présent dans 7 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, où il a déjà financé plus de 85 000 projets. Cet accord de prêt s'inscrit dans l'initiative « Choose Africa » lancée par Proparco en 2019 avec pour objectif de consacrer 2,5 Mds EUR au financement et à l'accompagnement de 10 000 start-up et MPME sur le continent africain d'ici 2022.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Bénin : Allègement des mesures restrictives relatives au COVID-19

A la suite d'une nouvelle évaluation des mesures mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, le gouvernement a annoncé un assouplissement de certaines restrictions en vigueur : (i) les lieux de culte sont autorisés à rouvrir à partir du 2 juin ; (ii) les véhicules de transport en commun sont autorisés à circuler à nouveau, dans le respect du port de masque et de l'espacement des passagers ; (iii) les bars de nuit sont autorisés à rouvrir à partir du 2 juin. Les discothèques et les plages restent interdites d'accès. Les règles d'hygiène et de prévention préconisées depuis le début de la pandémie restent en vigueur (port du masque, interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes, etc.).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Une plateforme pour recueillir les préoccupations des entreprises en difficulté

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat a présidé, le 26 mai 2020 à Ouagadougou, la cérémonie de lancement du Projet d'accompagnement à la résilience économique face à la Covid-19 (PARE COVID-19) au profit des entreprises en difficulté. Les entreprises peuvent se connecter sur la plateforme en ligne dédiée à cet effet ou contacter un centre d'appel pour bénéficier de diagnostics flash, d'une assistance et d'un accompagnement dans la gestion des relations d'affaires qui pourraient se dégrader avec leurs partenaires-clés.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 20% des recettes mobilisées au premier trimestre 2020

Les prévisions de recettes au titre de la loi de finances initiale pour l'exécution du budget de l'Etat exercice 2020 sont de 2 233,3 Mds FCFA, dont 1 894,8 Mds FCFA pour les recettes ordinaires et 338,5 Mds FCFA pour les recettes extraordinaires. Au 31 mars 2020, la mobilisation des recettes budgétaires se chiffre à 449,1 Mds FCFA, soit un taux de recouvrement de 20,1%. Les dépenses budgétaires enregistrent un niveau d'exécution de 576,8 Mds FCFA, sur une prévision ajustée de 2 518,5 Mds FCFA, soit un taux d'exécution de 22,9%. Pour rappel, une loi de finances rectificative devrait être prochainement présentée par le gouvernement afin de prendre en compte les conséquences de la pandémie de COVID-19.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Niveau de transparence budgétaire limité selon le CGD

Le rapport 2018 du Centre pour la gouvernance démocratique, qui évalue tous les 2 ans en partenariat avec International budget partnership (IBP) le niveau de la transparence budgétaire du Burkina Faso, a été rendu public le 20 mai. Ce rapport porte en particulier sur 3 domaines : la transparence budgétaire, la participation du public et le contrôle budgétaire, qui ont reçu respectivement les notes de 31, 0 et 43 sur une échelle de 100. Le rapport souligne notamment le contrôle limité de l'Assemblée nationale et de la Cour des comptes et recommande la création de commissions parlementaires qui puissent examiner le projet et l'exécution du budget et publier en ligne leurs analyses.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Soutien de l'Etat ivoirien aux nouveaux chômeurs

Au terme d'un Conseil présidentiel sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan de soutien économique, social et humanitaire contre la COVID-19, le ministre de l'Economie et des Finances a annoncé un appui du gouvernement à 20 326 personnes précédemment employées, dont les contrats sont résiliés ou suspendus du fait de la crise sanitaire. Cet appui prendra la forme d'un versement mensuel pour 2 mois d'un montant total de 4,4 Mds FCFA (6,7 M EUR) pour diverses catégories professionnelles : 60 000 FCFA pour les ouvriers, 120 000 FCFA pour les agents de maîtrise et techniciens, 240 000 FCFA pour les cadres moyens et techniciens supérieurs, ainsi que 360 000 FCFA pour les cadres supérieurs.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : Rapport du PNUD sur l'impact économique de la pandémie de COVID-19

Le PNUD a publié, le 28 mai, un rapport sur l'impact économique de la pandémie de COVID-19 en Guinée-Bissau. Selon le rapport, l'existence d'infrastructures précaires, la faible capacité de dépistage et le manque de ressources des hôpitaux pourraient rapidement pousser le système de santé à ses limites. L'activité économique, très informelle et essentiellement tirée par les exportations de noix de cajou brutes, est affectée par les blocages qui ont retardé la campagne annuelle de commercialisation de l'anacarde, affectant les revenus de 80% de la population. Par ailleurs, la faiblesse des finances publiques laisse au gouvernement peu de moyens pour stimuler l'économie.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe pour la passation de marchés publics dans les régions touchées par la crise sécuritaire

En vue de stabiliser l'ensemble des régions affectées par la crise sécuritaire, le gouvernement a élaboré le Programme d'Urgence pour les Régions du Nord et du Centre qui retient un ensemble de projets d'interventions urgentes. Le Gouvernement a ainsi adopté un projet de décret portant allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe pour la passation des marchés publics, dans le cadre de la mise en œuvre des actions humanitaires et le relèvement au profit des régions affectées par la crise sécuritaire, afin de réaliser les actions retenues dans des délais raisonnables.

✉ claudio.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : La commission d'enquête parlementaire suspend ses travaux suite à un cas de coronavirus**

La commission d'enquête parlementaire qui étudie actuellement dix grandes affaires économiques dans le cadre du bilan de la décennie de l'ex-président Aziz a annoncé la suspension temporaire de ses travaux, en raison de la contamination d'un directeur à l'Assemblée nationale. Alors que les résultats de l'enquête sont attendus fin juillet, cette situation devrait temporairement ralentir les travaux. La commission se dit néanmoins confiante quant à sa capacité à achever l'enquête à l'échéance prévue.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Mauritania Airlines va organiser des vols de rapatriement**

La compagnie Mauritania Airlines a planifié des vols vers 8 pays afin d'organiser le rapatriement des Mauritanien(ne)s coincés à l'étranger depuis le début de la crise du coronavirus. Les 8 destinations concernées sont les EAU, l'Égypte, la Turquie, le Sénégal, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et les îles Canaries. Dans une circulaire, le ministère mauritanien des Affaires étrangères a demandé aux missions diplomatiques dans les pays concernés d'organiser le retour du personnel rappelé par l'administration centrale. L'administration aurait également demandé au personnel en Europe de revenir au pays par les vols Air France. Depuis le 16 mars 2020, aucun ressortissant mauritanien à l'étranger n'a pu rentrer dans son pays.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Adoption de mesures supplémentaires pour lutter contre le commerce illicite de devises**

La Banque centrale de la Sierra Leone a adopté des mesures supplémentaires afin de renforcer son avis au public interdisant les transactions en devises par les opérateurs non agréés. Ainsi, toute personne saisie en train de s'engager dans l'achat ou la vente en devises étrangères sans être autorisée par la Banque centrale devra renoncer à toutes les devises étrangères trouvées en sa possession ou sous son contrôle. Pour rappel, en mars dernier, la Banque centrale avait lancé un ultimatum à tous les vendeurs de devises étrangères non autorisés afin qu'ils régularisent leurs opérations auprès d'elle.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la croissance économique ralentit à 1,87% au T1 2020**

La croissance du PIB a légèrement ralenti à 1,87% au T1 2020 contre 2,55% au T4 2019 et 2,12% au T1 2019. Le secteur pétrolier (9,5% du PIB) a vu sa croissance passer de 6,36% à 5,06% sur la période, alors que celle du secteur non-pétrolier est passée de 2,26% à 1,55%. L'agriculture (22% du PIB) a cru de 2,2%, le secteur manufacturier (9,7% du PIB) a stagné à 0,43%, le secteur de l'information et de la communication (10,9% du PIB) a poursuivi son expansion avec une croissance de 7,65%, au contraire du secteur du commerce (16,1% du PIB), qui a reculé de -2,82%. La plupart des prévisions annoncent une entrée en récession de l'économie nigériane à partir du T2 2020, avec un recul sur l'année de -3,4% selon le FMI.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la CBN diminue de 100 pdb son taux directeur à 12,5%

Après avoir voté en mars un maintien de sa position, le comité de politique monétaire a décidé d'abaisser le 28 mai son principal taux directeur (MPR) de 100 points de base (pdb) à 12,5%. Les autres instruments de politique monétaire restent inchangés avec un corridor de +200/-500 pdb autour du MPR, un taux de réserves obligatoires de 27,5% et un ratio de liquidité de 30%. Le comité note entre autres la reconstitution partielle des réserves de change, établies à 36,4 Mds USD le 27 mai contre 33,46 Mds USD un mois auparavant, suite à la remontée des prix du pétrole. Il note également l'accélération de l'inflation qu'il juge préoccupante mais modérée, justifiant selon lui la baisse du MPR pour favoriser un rebond rapide de l'économie.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : l'inflation atteint 2,6% au premier trimestre 2020

Selon l'Institut national de statistique (INS), l'indice des prix à la consommation finale des ménages est en hausse de 2,6% au premier trimestre 2020 en glissement annuel et de 2,5% en moyenne sur les douze derniers mois. Le Cameroun n'avait connu pareille hausse depuis le premier trimestre 2013. Les prix des produits alimentaires seraient principalement responsables de cette évolution, avec le renchérissement des fruits (+8,9%), du riz (4,3%), des légumes (7,9%) et des viandes (4,8%). Les services de restauration et d'hôtellerie connaissent également une hausse de leurs prix de 5,4% sur cette période. Les villes de Bamenda (+4,3%), de Buéa (+3,8%) et de Bafoussam (+3%) enregistrent les taux d'inflation les plus élevés, en relation avec la crise dans les régions anglophones du pays. L'INS prévoit une inflation à 3% sur l'année en intégrant le choc sur les prix de la pandémie de COVID-19, mesurable à partir du mois d'avril.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : publication d'une enquête de la Banque mondiale sur l'impact de la Covid-19 sur le secteur privé

Réalisée sur la base des réponses de 800 entreprises interrogées entre mi-avril et mi-mai, les premiers constats sont les suivants : (i) 42 % des entreprises ont dû cesser leurs opérations, (ii) 37 % des entreprises n'ont perçu aucun revenu sur au moins un mois, (iii) la chute de la demande, la fermeture des marchés locaux et les restrictions de déplacement sont les principales raisons de ces difficultés. Parmi les mesures attendues par les entreprises sondées, un rééchelonnement de leurs prêts, une dispense d'impôts et une prise en charge des coûts d'opération (loyer) seraient utiles pour survivre à la crise. Enfin, les entreprises indiquent que si les emplois doivent être maintenus durant l'état d'urgence, leur masse salariale pourrait baisser de 14 à 20 % dans les trois prochains mois. Le choc de l'épidémie atteint l'ensemble des secteurs, excepté celui de la construction.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Approbation par le parlement d'un budget additionnel de 1,43 Md USD**

Deuxième révision à la hausse du budget en quatre mois (+28 Mds ETB en février), le parlement a approuvé un budget supplémentaire de 48,6 Mds ETB (1,43 Md USD) le 23 mai, en raison des besoins additionnels liés à la crise de la Covid-19. La grande majorité (79 %) de ce supplément sera allouée à de l'assistance alimentaire et le reste servira à acheter les équipements médicaux de protection. Les dons et prêts internationaux devraient financer 59 % du montant (28,6 Mds ETB). Pour l'année budgétaire 2020/21, le Conseil des ministres a approuvé un budget record de 470 Mds ETB (13,8 Mds USD), contre 463 Mds sur 2019/20, actuellement soumis au Parlement.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : la stratégie gouvernementale pour la mise en place d'une économie digitale soumise au Conseil des ministres**

Le ministère de l'Innovation et de la Technologie a soumis au parlement une « Digital Strategy for Inclusive Prosperity 2025 ». Conformément aux annonces faites dans le cadre des « Homegrown economic reforms », elle vise à faire du digital un moteur de l'économie. Le document identifie des opportunités dans quatre secteurs clés de l'économie éthiopienne : l'agriculture, l'industrie, les services et le tourisme. Elle fait suite à trois directives, et une proclamation sur les services financiers digitaux. Néanmoins, l'usage des e-services, comme le mobile banking, reste très anecdotique en Ethiopie (1% de la population), notamment en raison de la faible couverture mobile (47 %) et internet (15%) et de la médiocre qualité de la bande passante.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : publication d'une enquête sur l'impact économique de l'épidémie sur les ménages par le Bureau national des statistiques**

Le Comité national de coordination pour la réponse à la pandémie de coronavirus a mandaté le Bureau national des statistiques pour produire une évaluation bimensuelle de l'impact économique de la crise sur les ménages. L'étude s'appuie sur un panel de 15840 répondants âgés de plus de 18 ans. Le premier volet a été publié le 15 mai 2020 à partir de résultats collectés la semaine précédente. 51,7% des répondants ont observé une augmentation du coût du transport sur la période ; 21,5% des ménages interrogés n'ont pas pu payer le loyer du mois d'avril à l'échéance due en raison principalement de la baisse des revenus du ménage (52,9%) ou de la perte temporaire d'emploi (22,4%). La majorité des ménages interrogés contient au moins un membre présentant des facteurs de risque face à la COVID-19 : hypertension (34%), diabète (19,9%) et asthme (16,7%).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Prolongation du confinement dans l'Etat de Khartoum**

Compte tenu du nombre important de cas et de décès dus à la COVID-19 (respectivement 5173 et 298 au 31 mai, dont la très grande majorité à Khartoum), les autorités soudanaises ont décidé de prolonger de deux semaines - soit jusqu'au 18 juin - le confinement. Cependant, la tranche horaire durant laquelle les habitants pourront sortir pour s'approvisionner a été étendue de 6h du matin jusqu'à 15h. Les aéroports internationaux, sauf les vols cargos et humanitaires, restent fermés jusqu'à cette date.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Signature d'un protocole d'entente entre le gouvernement et le Programme alimentaire mondial sur un programme d'aide sociale**

Le ministre des Finances et le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) ont signé le 29 mai, en présence du Premier ministre, un protocole d'entente (MoU) pour la mise en place d'un programme de soutien aux familles (« Family Support Program »), à travers des transferts financiers directs dont pourraient bénéficier jusqu'à 80 % des familles soudanaises. Ce MoU prévoit également un mécanisme pouvant recueillir les plaintes ainsi qu'un centre d'appels pour aider les bénéficiaires du programme. Par ailleurs, le directeur du PAM a salué le rôle des donateurs, citant notamment l'USAID, dans le financement du programme qui permettra également la fourniture d'une large gamme de services numérisés de protection sociale et d'autres services gouvernementaux aux Soudanais. Pour rappel, ce programme vise à assurer aux familles défavorisées des ressources de 500 SDG mensuels par personne (soit moins de 5 USD au taux parallèle) sur une période d'un an et demi afin d'atténuer les effets économiques induits notamment par la suppression des subventions sur les hydrocarbures et par les effets de la COVID-19.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : La signature du protocole de partenariat avec IBP et GIFT pour la transparence du budget autorisée

Le Conseil des ministres du 27 mai 2020 a autorisé la signature du protocole de partenariat avec International budget partnership (IBP) et Global initiative for fiscal transparency (GIFT) pour un projet pilote de renforcement de la transparence budgétaire et de participation publique au processus d'élaboration du budget. Le Bénin est l'un des 5 pays bénéficiaires de ce projet pilote, avec le Libéria, le Nigéria, le Sénégal et l'Afrique du Sud. Pour rappel, en avril dernier, le rapport de l'enquête sur le budget ouvert (OBS) de l'IBP a placé le pays à la 1^{ère} place des Etats d'Afrique francophone en termes de transparence budgétaire, et au 6^{ème} rang à l'échelle continentale.

 lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Suspension du paiement de la dette par le Club de Paris

Au titre de l'initiative du G20 relative au moratoire sur le service de la dette, le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette du Burkina Faso envers les pays créanciers membres, du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. Le montant de ce report de paiement n'a pas été communiqué. Le Burkina Faso est le 6^{ème} pays officiellement bénéficiaire du moratoire. Pour rappel, les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris s'étaient accordés, le 15 avril 2020, sur une suspension temporaire du service de la dette pour les pays les plus pauvres. A la date du 29 mai 2020, le Burkina Faso compte 847 cas confirmés de COVID-19, dont 53 décès, 719 guéris et 75 cas actifs.

 lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : La BAfD accorde un prêt de 30 M EUR face à la pandémie de COVID-19

La Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé un prêt de 30 M EUR au Cap-Vert pour renforcer sa réponse face aux impacts de la pandémie de COVID-19. Le prêt servira à financer la réponse sanitaire et sociale du pays, à soutenir la stabilité macroéconomique et à aider le secteur privé. En particulier, il permettra d'augmenter le programme d'aide sociale à destination des ménages vulnérables (passant de 5 000 à 8 000 ménages) ; de financer partiellement les salaires des travailleurs temporairement licenciés et de soutenir l'engagement des autorités d'augmenter le nombre de ventilateurs de 20 à 86 dans les chambres d'isolement, et au total de 35 à 130 d'ici la mi-juin.

 lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Financement de la BOAD dans les domaines hydrauliques et aéroportuaires

Le Conseil des ministres du gouvernement ivoirien a ratifié deux accords de prêts conclus avec la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD). Le premier, d'un montant de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR), est destiné à financer le programme de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan. Ce dernier comporte la construction de deux châteaux d'eau et de 210 km de réseau d'eau potable, la rénovation de 20 km de réseau existant et la réalisation de 5 000 branchements sociaux. Le second prêt, d'un montant de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR), financera la réhabilitation et l'équipement des aéroports de Bouaké et de Korhogo.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : La Banque mondiale approuve une aide budgétaire de 30 M USD

La Banque mondiale a annoncé le décaissement d'une aide budgétaire de 30 M USD à la Gambie, sous forme de subvention, pour contribuer à améliorer la gestion de la dette et des investissements publics, la viabilité financière et la délivrance des services énergétiques et des télécommunications, et augmenter la transparence de la gouvernance des entreprises publiques du pays. La représentante résidente a précisé qu'il s'agissait d'un premier soutien, qui serait suivi d'une seconde aide budgétaire.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Les Etats-Unis financent un programme quinquennal de développement à 640 M USD

Le ministre libérien des Finances et l'USAID ont signé, le 22 mai, 3 accords de subvention d'un montant total de 640 M USD permettant de financer le programme de développement quinquennal mis en œuvre par le gouvernement libérien sur la période 2019-2024. Ces accords visent à encourager : (i) la promotion d'une croissance économique inclusive reposant notamment sur le secteur privé et favorisant la création d'emplois ; (ii) la mise en œuvre d'une gouvernance efficace et des réformes structurelles qui l'accompagne ; (iii) l'amélioration de la productivité et du capital humain à travers un meilleur accès à l'éducation et à la santé.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : la LERC et le MCA mènent une étude pour une meilleure tarification de l'électricité dans le pays

La Liberia Electricity Regulatory Commission (LERC) a entamé une étude afin d'estimer le coût du service permettant de collecter les informations sur la production, la transmission, la distribution et la vente d'électricité dans le pays. Cette étude, réalisée avec l'appui du Millenium Challenge Account (MCA, rattaché à l'agence américaine Millennium Challenge Corporation), permettra à la LERC de déterminer un niveau tarifaire adéquat pour le secteur électrique national. Conduite par le cabinet américain Tetra Tech, elle devrait s'achever en novembre 2020.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Renforcement de la coopération avec la Turquie sur le secteur de l'énergie et des hydrocarbures**

Le parlement nigérien a autorisé la ratification d'un mémorandum avec la Turquie dans les secteurs de l'énergie et des hydrocarbures signé en 2013. Les deux pays s'engagent à mener des activités conjointes axées sur les programmes de formation spécialisés, les échanges d'informations, d'expériences et d'expertises, d'une part, et sur les activités d'exploration et d'exploitation des ressources énergétiques et des hydrocarbures d'autre part. Les 2 pays s'engagent à participer aux ateliers, aux conférences et aux foires visant à attirer les investissements dans les industries des hydrocarbures, et à développer des projets dans le domaine des énergies renouvelables dans les deux pays.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Togo : Lancement de plusieurs projets à hauteur de 200 K EUR par l'UE pour faire face à la COVID-19**

L'Union européenne (UE) a accordé, le 15 mai, une enveloppe de 99,4 K EUR à la Coordination nationale de gestion de la riposte (CNGR) à la COVID-19 et aux organisations patronales de presse, pour la mise en œuvre du projet d'appui à la communication et à la sensibilisation sur la pandémie au Togo. Le projet vise à informer les communautés rurales et urbaines sur les manifestations du Coronavirus et à sensibiliser les populations sur les gestes et mesures barrières édictés par le Gouvernement. Par ailleurs, l'UE finance à hauteur de 99,4 K EUR un projet de sensibilisation et d'appui à la résilience des communautés des préfectures d'Agoè-Nyivé, du Golfe, de Tchaoudjo et de Tône, lancé le 26 mai.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la Banque du Ghana lance un service de paiement en ligne pour son système de registre des garanties**

Initié en 2010, ce système en ligne permet aux emprunteurs d'enregistrer leurs garanties et collatéraux auprès de leurs banques, directement par carte de crédit ou depuis un téléphone mobile, alors qu'un dépôt prépayé à la Banque du Ghana était jusqu'ici nécessaire. Cette dernière a précisé que ce nouveau mode d'enregistrement des garanties sera plus transparent et permettra de mieux lutter contre la propagation de COVID-19. En facilitant la transmission d'information entre emprunteurs et créanciers, le système doit aussi aider à réduire les taux d'intérêt. Le taux de prêt moyen était de 22,4% en mars 2020, en baisse de 100 pbd sur un mois, contre 28,8% en janvier 2016.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la société pharmaceutique mPharma a levé 17 M USD

L'agence de développement britannique CDC a participé à ce nouveau cycle de financement avec un groupe d'investisseurs déjà présents au capital de la société. Depuis son lancement en 2013, mPharma aurait levé plus de 40 M USD. La startup basée à Accra a aussi annoncé la nomination à son conseil d'administration d'Helena Foulkes, ancienne Présidente de la chaîne américaine CVS Pharmacy. mPharma est spécialisée dans la gestion de stocks de médicaments sur ordonnance. Son système informatique de gestion est utilisé par plus de 250 pharmacies au Ghana, au Nigéria, en Zambie, au Zimbabwe, ainsi qu'au Kenya suite à l'acquisition d'Haltons l'année dernière, 2^{ème} plus grande chaîne de pharmacies kenyane.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la DBN déclare avoir prêté plus de 100 Mds NGN aux PME en 2019

Le président de la Banque nigériane de développement (DBN) a annoncé que cette dernière avait dépassé 100 Mds NGN (256 M USD) de prêts aux PME en 2019, contre 31,36 Mds NGN (80 M USD) en 2018. Cela représenterait une aide pour plus de 100 000 entreprises, une hausse de 10% de leurs revenus et la création de 3 192 emplois. La DBN a consacré 52% de ses prêts pour des projets à destination des femmes et des jeunes. Créée par le gouvernement fédéral en 2017, elle a été soutenue l'an passé par 27 bailleurs internationaux, dont la Banque mondiale, l'AFD et la Banque africaine de développement. Pour rappel, il y aurait au Nigéria plus de 41 millions de micro, petites et moyennes entreprises, employant 84% des travailleurs et pesant pour 48% du PIB.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : réduction de 21% du Budget 2020 de l'Etat de Lagos

Le gouvernement de l'Etat de Lagos a annoncé une révision à la baisse de 21% du Budget 2020 voté fin décembre dernier, le ramenant ainsi à 920,5 Mds NGN (2,4 Mds USD). Cette révision, déjà approuvée par le conseil exécutif de l'Etat, est en attente de validation de l'Assemblée. Les dépenses d'investissement diminueraient de 28% et les dépenses courantes de 10%, pour ne représenter plus que 508,9 Mds NGN (1,3 Md USD) et 411,6 Mds NGN (1,1 Md USD) respectivement. Les recettes de l'Etat se contracteraient également de 26% pour atteindre 812,4 Mds NGN (2,1 Mds USD). Le gouvernement rappelle qu'il concentrera ses dépenses sur la relance économique et la mise en place de filets de sécurité pour les populations vulnérables.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : un prêt de 44 Mds FCFA de la Banque mondiale pour l'autonomisation de la femme sahélienne

La Banque mondiale accorde un prêt de 221 Mds FCFA au titre du 4e financement additionnel du projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (projet SWEED). 44 Mds FCFA sont dès lors accordés au Cameroun dans le cadre de la phase 2 de ce projet. Selon Abdoulaye Seck, directeur des opérations de la Banque mondiale au Cameroun, la 2e phase du projet SWEDD agira comme un levier d'autonomisation des filles et permettra de renforcer le capital humain dans les régions de l'Extrême Nord, du Nord et de l'Adamaoua.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : projets de construction de nouveaux barrages pour plus d'1 Md USD

Le Kenya fait face chaque année à des épisodes de sécheresse et des inondations en lien avec le changement climatique. Afin d'améliorer la gestion de l'eau et l'approvisionnement en eau potable, le gouvernement envisage de construire plusieurs barrages. D'une capacité de 94 millions de m³, le barrage de Koru-Soin permettra d'améliorer l'alimentation en eau des comtés de l'ouest kenyan. Le projet, d'un montant total de 375 M USD, est cofinancé par la Banque mondiale et le gouvernement kenyan, et les travaux devraient démarrer prochainement. La construction du barrage polyvalent de Magwagwa, sur le lac Victoria, est également envisagée. L'infrastructure de 95 mètres de haut et 450 mètres de long permettra notamment de générer 120 MW d'électricité. Ce projet d'envergure, dont le montant total est estimé à 870 M USD, sera financé en PPP. L'appel d'offres pour la phase 1 vient d'être lancé.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : plan pour la transmission énergétique de 2,5 Mds USD

Ce budget se traduira en primes à l'investissement dédiées aux acteurs souhaitant s'engager dans le secteur de la transmission d'électricité en Ouganda. L'autorité ougandaise de régulation de l'électricité (ERA) prévoit de sélectionner un consultant pour la conception du cadre qui permettra bientôt aux entreprises privées de s'y engager. Jusqu'à présent, les investisseurs privés n'ont pu participer qu'aux segments de la production et de la distribution d'électricité, l'Uganda Electricity Transmission Company Limited (UETCL) exploitant seule le réseau de transmission. "Le consultant fournira des services complets de soutien et de conseil au gouvernement et à ses agences dans le cadre de l'acquisition d'un développeur privé de transmission, en utilisant un processus d'appel d'offres international. Le consultant devra s'assurer que les normes et les lignes directrices applicables en matière de passation de marché seront respectées au cours de la procédure d'appel d'offres", souligne le rapport de l'ERA publié en avril.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : le Rwanda dépose sa deuxième contribution nationale à l'Accord de Paris auprès de la Convention cadre des Nations unies sur le climat

Le Rwanda est le premier pays du continent africain à remplir cette obligation fixée en 2015 par 190 signataires. Le gouvernement rwandais a ainsi annoncé son ambition de réduire de 38 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Kigali évalue le coût de ce plan à 11 Mds USD sur une décennie, dont 5,3 Mds USD dédiés aux mesures d'atténuation au changement climatique et 5,7 Mds USD pour les mesures d'adaptation. La moitié sera financée par des ressources domestiques tandis que l'autre moitié devrait être prise en charge par les bailleurs.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Signature d'un accord de prêt de 76 MUSD entre la Tanzanie et la France**

Le secrétaire permanent du ministère des Finances et du Plan, Dotto James, a déclaré que le gouvernement français accordera un prêt d'environ 76 MUSD à la Tanzanie par le biais l'AFD pour financer des projets d'approvisionnement en eau qui bénéficieront à plus 770 000 personnes dans la municipalité de Morogoro. Une fois achevé, l'approvisionnement en eau dans la municipalité de Morogoro passera des 37 000 m³ actuels à 108 000 m³ par jour. Le projet augmentera également l'accès aux services d'assainissement de 5 % à 15 % pour les habitants de Morogoro.

 philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Guinée équatoriale : mise en place du système douanier Sydonia-World

Les autorités ont décidé d'informatiser la Direction Générale des Douanes par la mise en place du Système Douanier Automatisé. L'objectif principal est d'augmenter les recettes publiques et de renforcer l'économie nationale, en donnant aux autorités un plus grand contrôle sur les opérations de commerce extérieur, tout en permettant des économies substantielles tant pour le gouvernement que pour le secteur privé. La plateforme technologique développée par la CNUCED facilite la maintenance et rend l'environnement de travail plus efficace pour les utilisateurs des agences gouvernementales et du secteur privé. De multiples sessions de formation ont été organisées pour l'équipe technique des douanes, et les experts internationaux.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Burkina Faso : 8 millions de tonnes attendues pour la campagne agricole 2020/21

La campagne agricole 2020/21 au Burkina Faso a été officiellement lancée le 22 mai 2020 à Boussouma, dans la région du Centre. Les objectifs de production sont de 5,7 M tonnes de céréales, 1,6 M tonnes pour les cultures de rente et 941 000 tonnes pour les autres cultures vivrières. Pour accompagner la réalisation de ses objectifs, le gouvernement mettra à disposition des producteurs « à prix fortement subventionnés » près de 40 000 tonnes d'engrais, un peu plus de 14 000 tonnes de semences améliorées, 24 000 litres de pesticides, ainsi que 400 tracteurs, 132 motoculteurs, 4 000 charrues, 200 semoirs et 1020 animaux de trait. Pour rappel, le secteur agricole représente environ 49% du PIB du pays.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Hausse de 6,7% de la production de coton au Burkina Faso en 2019/20 et mesures de soutien de l'Etat à la filière

Le rapport relatif au bilan de la campagne cotonnière 2019-2020 et aux perspectives pour la prochaine campagne a été présenté au Conseil des ministres le 27 mai 2020. Au total, la production nationale de coton graine, y compris biologique, est en hausse de 6,7%, à 464 000 tonnes. Pour la campagne 2020-2021, le Conseil a décidé du maintien du niveau de subvention pour les prix de cession des engrais et des insecticides et d'un soutien de 10 FCFA/kg pour le prix d'achat du coton graine. La production attendue pour la campagne 2020-21 est de 550 000 tonnes de coton graine.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'Agricultural Development Bank va investir 500 M GHS dans le secteur avicole ghanéen

Mis en place par le ministère de l'Agriculture, le programme consiste en un ensemble de 500 M GHS (env. 80 M EUR) de prêts bonifiés à destination des entreprises de la filière avicole pour leur permettre d'augmenter leur production de 40 000 tonnes (+70%), alors que la production nationale de volailles atteint actuellement 58 000 tonnes par an pour une consommation domestique estimée à 238 000 tonnes. La 1^{ère} tranche de cette facilité (23 M GHS, env. 4 M EUR) doit être versée à 6 entreprises de la région de Bono (ouest). Le ministère leur apportera une expertise technique, pendant que deux fonds agricoles apporteront des ressources supplémentaires afin de diminuer le risque financier pour l'ADB.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Augmentation des redevances pour les navires étrangers de pêche en surface**

Le ministère mauritanien des Pêches et de l'Économie maritime a annoncé une augmentation des redevances sur les navires opérant dans les eaux territoriales. Le ministère précise que les redevances sont passées de 2% à 3% pour les captures réalisées en surface. L'objectif de cette mesure est d'augmenter les recettes de la Société nationale pour la commercialisation du poisson. Cette annonce qui vise les bateaux étrangers intervient après la mise en application de la mesure d'exonération des redevances et autres taxes accordée aux armateurs mauritaniens dans le contexte de la crise liée à la COVID-19.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun: les exploitants forestiers du Cameroun sollicitent une réduction de moitié des droits de douane sur le bois transformé**

Au cours d'une audience accordée par le ministre de la Faune et de la Forêt du Cameroun, Giorgio Giorgetti, président du groupement de la filière bois du Cameroun a présenté quelques doléances relatives aux mesures devant permettre de soutenir les entreprises du secteur bois fortement impactées par la Covid-19. Il s'agit notamment de la réduction de moitié des droits de douanes sur le bois transformé. La taxe est fixée à 10% par la loi des finances 2020. Le groupement a également demandé le report du paiement de la redevance forestière annuelle au cours des deuxième et troisième trimestres 2020, payée en contrepartie de l'exploitation des unités forestières d'aménagement mis à disposition par l'Etat.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : La compagnie sucrière TPC prévoit une hausse de 10 % de sa production en 2020**

En 2020, la Tanzania Plantation Company (TPC) anticipe une production sucrière de 97 000 tonnes contre 88 000 tonnes, un an plus tôt. Le chargé des affaires commerciales de l'entreprise, Jaffari Ally, a indiqué que l'entreprise compte profiter notamment d'une meilleure productivité de la canne à sucre grâce aux gains enregistrés dans la lutte contre la maladie de la feuille jaune. La hausse de la production sucrière prévue par la TPC contraste avec le tableau d'ensemble de la filière qui devrait connaître un ralentissement cette année. Selon les prévisions des autorités, la production de sucre devrait ainsi se situer sous les 300 000 tonnes contre 345 000 tonnes en moyenne. Cette contreperformance rend plus hypothétique l'objectif de l'exécutif visant à atteindre une production de 800 000 tonnes et à transformer le pays en exportateur majeur de la denrée d'ici 2022. La Tanzanie dépend pour plus de 45 % des importations pour satisfaire sa consommation de sucre.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Burkina Faso : Cession de 2 mines d'or dans les régions Nord et Est

Le Conseil des ministres au Burkina Faso du 27 mai 2020 a adopté deux décrets relatifs à la cession des permis d'exploitation industrielle des mines d'or de la Société Kalsaka Mining SA et de la Société Minière Gryphon SA. La première mine, située à Kalsaka dans la province du Yatenga, est reprise par la Société Balaji Group Mining Kalsaka (BGMK). Son exploitation devrait générer 60,1 Mds FCFA pour l'Etat en 5 ans et créer 572 emplois directs. La deuxième mine est reprise par la société Wahgnion Gold Opérations SA du groupe canadien Teranga Gold, dans les communes de Dakoro et Niankorodougou. Son exploitation devrait générer 88,7 Mds de recettes publiques en 13 ans et créer 303 emplois directs et 439 emplois indirects.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : la convention minière des blocs 1 et 2 du Mont Simandou bientôt présentée au gouvernement

Le ministre des Mines et de la Géologie a annoncé avoir achevé la rédaction de la convention minière des blocs 1 et 2 du Mont Simandou, dont le bénéficiaire est la Société Minière de Boké (SMB). Celle-ci doit maintenant être présentée en conseil interministériel, puis en Conseil des ministres et à l'Assemblée nationale pour adoption. Pour rappel, la SMB détient déjà les blocs 3 et 4 du Mont Simandou et a signé à ce titre avec le gouvernement un contrat d'exploitation du minerai de fer, pour un montant d'environ 15 Mds USD – dont une partie doit servir au financement d'une ligne de chemin de fer transguinéenne, reliant Kankan (Haute Guinée, 2ème ville du pays) à Conakry.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée : EDG : besoin d'une subvention de 3 000 Mds GNF pour 2020

L'entreprise publique Electricité de Guinée (EDG), aurait demandé une subvention totale pour l'année 2020 de 3 000 Mds GNF (300 M EUR), afin de payer ses fournisseurs que sont les producteurs privés possédant les principales centrales thermiques de Conakry. Cette demande de subvention pourrait être revue à la baisse, à 2 400 Mds GNF (240 M EUR). Pour rappel, Conakry connaît depuis plusieurs semaines des coupures de courant et délestages intempestifs, dus à l'arrêt de plusieurs centrales thermiques, qui n'étaient plus payées par l'entreprise publique.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Mali : Altus Strategies lance un nouveau programme de forage de 1 600 m dans la mine d'or de Tabakorole

La société Altus Strategies, dont le siège social est basé au Royaume-Uni, a annoncé le 26 mai le lancement d'un programme de forage au diamant de 1 600 m dans la mine d'or de Tabakorole, située au Sud du Mali. La campagne sera menée et financée par Glomin Services, dans le cadre de la première phase de l'accord de coentreprise qui lie les deux sociétés. Pour rappel, l'or est de loin le premier produit d'exportation du Mali : il représentait plus de 70% des exportations totales du pays en 2018, soit plus de 2,5 Mds USD.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : CHINA GEZHOUBA GROUP retenu pour réaliser des travaux dans le cadre du projet SOTUBA II**

Le Gouvernement malien a approuvé le marché relatif aux travaux supplémentaires de réalisation de génie civil dans le cadre du projet de doublement de la capacité de la centrale hydroélectrique de Sotuba (Sotuba II) en faveur de l'entreprise Chine Gezhouba Group Company Limited (CGGC), pour un montant de 3,6 Mds FCFA (5,5 M EUR) hors taxes et droits de douanes et un délai d'exécution de 12 mois. La réalisation des travaux permettra de renforcer la capacité de production de la centrale hydroélectrique de Sotuba et de trouver des solutions durables au recours intensif à la production thermique.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : le groupement ANTEA France - HYDROC GmbH - INGERCO sélectionné pour fournir un appui technique dans le cadre d'un projet relatif à la protection du fleuve Niger**

Le Gouvernement malien a approuvé le marché relatif aux services de l'ingénieur conseil pour un appui technique au projet « Protection du Fleuve Niger : Appui à la Connaissance et au Suivi de Ressources en Eau » en faveur du Groupement ANTEA France-HYDROC GmbH-INGERCO. Le marché, d'un montant de 1,9 Md FCFA (2,9 M EUR) hors taxes et droits de douanes et d'un délai d'exécution de 48 mois, s'inscrit dans le cadre de l'appui à l'Agence du Bassin du Niger pour l'amélioration de la connaissance et le suivi des ressources en eau, notamment les eaux de surface et les eaux souterraines. Le financement du marché est assuré par la KfW.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : plan d'extension de 150 MUSD sur 4 ans pour la mine d'or Kinross-Tasiast**

La société Kinross-Tasiast a entamé son projet de « Désengorgement » de sa mine d'or pour une enveloppe de 150 M USD sur la période 2020-2023. L'investissement s'étalera de la manière dégressive suivante : 80 M USD en 2020, 30 M USD en 2021, 20 M USD en 2022 et 15 M USD en 2023. L'objectif est de passer d'une capacité de traitement du minerai de 15 000 t/j à 24 000 t/j. Les appels d'offres sont en cours et le début des travaux est prévu pour novembre 2020. L'extension englobera toutes les étapes de traitement, du processus de lixiviation au circuit de gravité en passant par les systèmes de cyanuration et les stations de pompage.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Importation de 5000 tonnes de gaz du Bénin pour pallier la pénurie**

Pour pallier la pénurie de gaz domestique à laquelle doit faire face le Niger ces derniers mois, la Société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP) a engagé l'importation de 5 000 tonnes de gaz de pétrole liquéfié (GPL) du Bénin. Cette commande a permis de renforcer la quantité disponible produite au Niger par la Société de raffinage de Zinder (SORAZ) et de répondre ainsi à la demande croissante dans le pays. La SONIDEP a indiqué qu'il revient aux opérateurs (une trentaine dans le pays) de se fournir en gaz, soit à la SORAZ, soit à Cotonou, en fonction de la destination pour éviter la sous-alimentation de leurs réseaux et assurer un approvisionnement continu aux clients.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Guinée équatoriale : signature des premiers contrats miniers de l'histoire du pays**

Cinq contrats miniers ont été signés avec trois sociétés différentes et font suite à la conclusion du premier appel d'offres du pays lancé l'année dernière, EG Ronda 2019. Un contrat de prospection d'or dans le centre du pays a été négocié avec Manhattan Mining, trois avec Blue Magnolia Ltd dans le nord-est et un contrat de prospection avec Shefagold vers Evinayong. Au début du mois de mai, le ministère des Mines et des Hydrocarbures (MMH) a publié un nouveau cadre réglementaire dans ce domaine. Le règlement s'applique à toutes les activités d'exploration et d'exploitation. La Guinée Equatoriale souhaite développer cette industrie et réaliser des investissements tels qu'une raffinerie d'or.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Ouganda : Décision de la société pétrolière chinoise CNOOC de ne pas exercer son droit de préemption sur la vente par Tullow Oil de ses actifs ougandais à Total**

Cette cession d'actifs avait été annoncée le 23 avril dernier. Total avait alors déclaré qu'il verserait à Tullow la somme de 575 MUSD, avec un paiement initial de 500 MUSD à la clôture de l'accord, suivi d'un versement de 75 MUSD lorsque les partenaires prendraient la décision finale d'investissement. Selon les termes de l'accord, Total devrait acquérir la totalité des 33 % des parts actuellement détenues par Tullow dans le projet du Lac Albert et du East African Crude Oil Pipe Line (EACOP). Cette transaction était toutefois soumise à conditions : i) l'approbation par les actionnaires de Tullow, ii) l'accord du gouvernement ougandais, iii) la signature d'un accord fiscal contraignant avec le gouvernement et l'Autorité fiscale ougandaise (URA) reprenant les principes fiscaux d'ores et déjà convenus, et iv) le droit de préemption de la CNOOC sur 50 % de la transaction. Suite à la décision de CNOOC de ne pas exercer ce droit, la société Tullow a déclaré qu'il n'y aurait aucune modification quant à la transaction et à son calendrier tels qu'antérieurement annoncés. L'accord devrait donc se conclure au cours du second semestre 2020.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ **Mauritanie : La NBM reprise par la canadienne Westbridge bank**

Au terme d'une longue opération de restructuration, la Nouvelle Banque de Mauritanie (NBM) a finalement été reprise par la Westbridge Bank. La NBM a été annoncée en faillite depuis de nombreux mois et la Banque centrale de Mauritanie avait dû se mobiliser pour sauver l'établissement. Le plan de renflouement du groupe canadien compenserait le départ d'une partie des actionnaires en 2019 ainsi qu'un lourd passif social doublé d'une asphyxie financière qui avait placé la banque en difficulté. Le repreneur prévoit la suppression de 135 postes, la fermeture de la moitié du réseau des 27 agences et la cession d'actifs détenus et non exploités par la NBM.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : le Parlement entérine la création des Chemins de fer du Sénégal et dissout l'Agence nationale des chemins de fer**

Le 22 mai, le Parlement sénégalais, réuni en séance plénière, a voté à l'unanimité le projet de loi portant création de la société nationale dénommée les Chemins de fer du Sénégal (CFS). Ce projet de loi dissout l'Agence nationale des chemins de fer (ANCF) et autorise le reversement du personnel et des actifs dans la nouvelle société. Les actifs de l'ex-Régie des chemins de fer du Sénégal (RCFS) et de la Société nationale des chemins de fer du Sénégal (SNCS) seront également réaffectés à CFS. La nouvelle compagnie hérite en outre du personnel et de l'actif de Dakar Bamako ferroviaire (DBF) dont elle devra désormais conduire le processus de liquidation.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Guinée équatoriale : la société camerounaise Tradex investit dans la construction de sa première station-service

Cette station-service Tradex sera située dans l'urbanisation de Malabo II. Il s'agit de la première phase de son programme d'investissement de 15 Mds de FCFA en Guinée équatoriale, qui vise à établir un réseau de 10 stations-service dans les trois prochaines années. Depuis 2015, l'entreprise Tradex était active en Guinée Equatoriale dans la vente de produits pétroliers à Luba aux entreprises du secteur des hydrocarbures.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : attribution d'un contrat à la société américaine Nexant pour une étude dans la transformation du méthanol

Le ministère des Mines et des Hydrocarbures (MMH) de Guinée équatoriale, en collaboration avec la Atlantic Methanol Production Company (AMPCO), a confié l'étude de faisabilité pour la construction d'une nouvelle usine de production de formaldéhyde à Punta Europa à la société américaine Nexant. Le formaldéhyde est un composant clé dans la fabrication des plastiques, des vêtements, du papier et est largement utilisé dans les industries du bois. L'étude de faisabilité du projet devrait être prête à la mi-juin 2020.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Madagascar : accord pour le rachat de la S2M (Jumbo Score) par le Groupe Bernard Hayot (GBH)

Dans sa décision du 26 mai 2020, l'Autorité de la Concurrence a autorisé l'acquisition du groupe de distribution réunionnais Vindémia, propriétaire de la première chaîne de distribution malgache, la Société malgache de magasins (S2M), par le Groupe Bernard Hayot. L'opération se monte à 216 MEUR. GBH prend le contrôle de trois hypermarchés Jumbo Score, neuf supermarchés Score et trente-six points de vente Supermaki qui adopteront la franchise Carrefour en 2020. Pour mémoire, GBH est le premier groupe de l'Océan indien (1,1 Md EUR de chiffre d'affaires en 2019) et renforce ainsi sa position en rachetant le 3ème groupe de la région (853 MEUR de CA en 2019) au français Casino.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Cameroun : Appel à manifestation d'intérêt ouvert jusqu'au 24 juin 2020 d'un consultant dans le cadre du Projet de renforcement des capacités du secteur minier**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Precasem financé par la Banque mondiale, le Cameroun recrute actuellement un consultant en vue de doter le ministère des Mines et de l'Industrie technologique, d'un système d'information géologique et minière. Il sera question pour le consultant d'évaluer par des méthodes de télé déclaration l'impact des activités artisanales semi-mécanisées sur le couvert forestier camerounais ; le régime hydrique des cours d'eau des zones concernées ; la disponibilité en eau de consommation et les activités agro-sylvo-pastorales. L'idée étant de formuler à terme des recommandations sur la création d'une structure de promotion minière au Cameroun. La production minière au Cameroun demeure fortement artisanale.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

